

Paris, le 28 septembre 2011

CONTRIBUTION

**de la commission de l'Education, de la Formation,
de l'Enseignement et de la Recherche
du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional
sur le Rapport CR-81-11**

***« Contrat d'objectif et de moyens en faveur de
l'apprentissage 2011-2015 »***

Vu :

- Le rapport et l'avis du CESR n° 2006-02 du 26 janvier 2006 relatifs à l'apprentissage dans les dispositifs de formation en alternance en Île-de-France présentés par M. Bonnevalle au nom de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche ;
- L'avis du CESR n° 2007-06 du 19 juin 2007 relatif au projet de schéma régional de formation tout au long de la vie 2007/2013 présenté par Mme Luccioni au nom de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche ;
- L'avis du CESR n° 2009-02 du 16 mars 2009 et le rapport relatifs à la politique régionale de l'accueil, de l'information et de l'orientation tout au long de la vie présentés par M. Lehmann au nom de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche ;
- L'avis du CESER n° 2011-04 du 28 avril 2011 relatif à l'élaboration du contrat de plan régional de développement des formations professionnelles présenté par Mme Nicole Sergent au nom de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche ;
- L'avis du CESER du 30 juin 2011 et le rapport sur « l'apprentissage dans l'enseignement supérieur en Ile-de-France » présentés par M Benoît Eurin au nom de la Commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche ;
- Le Rapport pour le Conseil régional CR 81-11 sur le « *contrat d'objectif et de moyens en faveur de l'apprentissage 2011-2015* », son annexe relative à la « *synthèse des travaux d'analyse et d'évaluation de l'accord cadre d'objectifs et de moyens 2005-2010 Etat / Région Ile-de-France pour le développement de l'apprentissage* » et le projet de délibération du contrat d'objectifs et de moyens en faveur de l'apprentissage 2011-2015 et son annexe ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil régional en date du 15 septembre 2011 au Président du Conseil économique, social et environnemental régional ;

Considérant :

1/ Que l'apprentissage constitue une voie de formation complémentaire des autres voies de formation et en particulier de la formation initiale scolaire, reconnue comme un moyen efficace d'insertion professionnelle des jeunes ;

2/ Que le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Etat et la Région le 12 décembre 2005 a contribué à un développement de l'apprentissage dans notre région, le nombre d'apprentis passant de 61 400 en 2004 à 78 936

en 2010 et celui des effectifs dans les CFA franciliens (prenant également en compte les effectifs présents dans les dispositifs d'accès et les pré-apprentis) passant sur la même période de 70 593 à 96 211.

Que ce contrat d'objectifs et de moyens 2005-2010 poursuivait deux objectifs stratégiques : le développement quantitatif avec une cible de 100 000 jeunes¹ dans les CFA franciliens et l'amélioration qualitative des formations.

Que l'objectif quantitatif a été quasiment atteint, notamment grâce au triplement en 5 ans du nombre de jeunes dans les dispositifs d'accès à l'apprentissage et à un fort développement de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur.

Que l'objectif qualitatif connaît un bilan plus nuancé, avec notamment :

- Une insertion professionnelle de qualité, mais en nette baisse depuis 2 ans, en lien avec les effets de la crise économique ;
- Une amélioration globale de l'image de l'apprentissage grâce à son développement dans les niveaux I et II ;
- La persistance d'un fort taux de ruptures (23% en moyenne, principalement pendant la période d'essai), notamment pour les jeunes des niveaux IV et V ou en apprentissage au sein d'une TPE (taux supérieur à 30%) ;
- Un taux inchangé depuis 2003 de femmes dans les CFA (37%), avec des inégalités dans leur insertion professionnelle ;
- Des difficultés persistantes pour l'accueil d'apprentis en situation de handicap (0,5% des apprentis) ;
- La difficulté d'atteindre les objectifs affichés sur les niveaux IV et V ;
- Des investissements en matière d'aménagements, rénovation et construction des CFA en deçà des objectifs affichés² dans le contrat d'objectifs et de moyens en 2005.

3/ Les objectifs quantitatifs nationaux fixés par l'Etat en matière de développement de l'apprentissage (600 000 apprentis en 2015) et leur déclinaison régionale (7,3% des jeunes de chaque région, soit un objectif pour 2015 de 118 000 « jeunes dans les CFA » en Ile-de-France, + 22 000 par rapport à la situation actuelle sur la base d'une croissance moyenne de 4 400 jeunes par an).

4/ Que la déclinaison de ces objectifs quantitatifs s'accompagnera, en Ile-de-France, à la suite d'un dialogue entre le Conseil Régional et l'Etat, d'objectifs qualitatifs axés sur :

- Le maintien de la croissance des effectifs d'apprentis dans les premiers niveaux (niveaux IV et V), en renforçant la complémentarité entre la voie scolaire professionnelle et l'apprentissage ;
- La sécurisation des parcours des jeunes en CFA par une alternance de qualité ;
- Le développement de l'éco-responsabilité des CFA.

¹ A savoir 82 500 apprentis, 3 500 pré-apprentis et 14 000 jeunes dans les dispositifs d'accès.

² Alors que le contrat d'objectifs et de moyens prévoyait des investissements à hauteur de 38 millions d'euros annuels, les budgets 2009 et 2010 affichaient respectivement 28,9 et 33,5 millions d'euros en investissement.

Le calendrier contraint dans lequel le Conseil économique, social et environnemental régional a été saisi n'ayant pas permis l'adoption d'un avis en séance plénière, compte tenu du calendrier et du règlement intérieur du CESER, la Commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche :

1 - Prend acte du contrat d'objectifs et de moyens pour le développement et la modernisation de l'apprentissage en Ile-de-France sur la période 2011-2015, tel que défini à la suite des accords trouvés entre l'exécutif régional et l'Etat.

2 - Considère positivement la mise en place de dispositifs d'évaluation et de pilotage, avec la mobilisation de moyens supplémentaires en réponse aux constats faits à l'issue du contrat d'objectifs et de moyens précédent.

L'atteinte des objectifs fixés par les signataires du contrat d'objectifs et de moyens passe en effet par un pilotage global et transversal, avec la définition d'objectifs précis et hiérarchisés découlant d'une analyse des besoins des territoires et des secteurs d'activité.

Il semble également nécessaire que tous les documents de la Région se référant à des effectifs de « jeunes dans les CFA » fassent bien la distinction entre les différents statuts concernés : apprentis, pré-apprentis et jeunes dans le dispositif d'accès à l'apprentissage. Cela permettra notamment de bien différencier les objectifs et les réalisations pour chacune de ces catégories.

Les dispositifs d'évaluation devront aussi mener une analyse particulière sur :

- La qualité de l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'apprentissage ;
- Les différentes situations de « ruptures », afin de bien identifier celles suivies d'un départ de l'apprenti (accès immédiat à l'emploi, retour dans le lycée ou l'établissement d'origine, décrochage) de celles où le jeune reste dans un CFA (avec ou sans conclusion d'un autre contrat d'apprentissage).

3 - Partage, dans le prolongement des précédents travaux du CESER sur le sujet, la volonté de la Région d'assurer un développement qualitatif de l'apprentissage. Elle partage également l'objectif d'un renforcement de la complémentarité entre les différentes voies de formation professionnelle initiale sous statut scolaire et sous statut d'apprenti. A ce titre, il semble souhaitable d'encourager (y compris financièrement) chaque fois que cela s'avèrera possible l'établissement de parcours mixtes 1+1 (une année en scolaire, une année en apprentissage), en veillant à ne pas mettre en concurrence le système scolaire et l'apprentissage.

4 - Est particulièrement sensible aux objectifs de la Région en ce qui concerne l'intégration des personnes en situation de handicap dans les CFA, compte tenu du retard constaté actuellement en Ile-de-France. Si la mise en place de « *référénts travailleurs handicapés régionaux* » et l'aide à l'équipement des CFA peuvent contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé par le contrat d'objectifs et de moyens, à savoir multiplier par 5 le nombre de jeunes en situation de handicap dans les CFA, il semble nécessaire de mener également des actions de promotion et d'accompagnement en direction des entreprises les accueillant.

5 - Soutient la volonté de la Région de rééquilibrer territorialement l'offre d'apprentissage et de renforcer l'accès des femmes dans ces formations.

6 - Note également l'objectif d'insertion par l'apprentissage de certains publics en difficulté. Si l'apprentissage peut légitimement apporter son concours à la réduction du nombre des sorties sans qualification, en complément de l'éducation nationale, responsable première en ce domaine, l'atteinte de cet objectif suppose un accompagnement particulier des jeunes concernés, pour éviter certaines ruptures.

Il semble dès lors nécessaire de renforcer les actions d'accompagnement de ces jeunes, tels les modules de préparation à la connaissance du monde du travail et à l'immersion en entreprises (modules fonctionnant dans le cadre des passerelles apprentissage).

Elle souligne également le risque d'un affichage réducteur de cet objectif qui, au travers d'une association de l'apprentissage avec l'échec scolaire, est susceptible de dévaloriser l'image de cette voie de formation.

7 - S'étonne de l'absence de références dans le nouveau contrat d'objectifs et de moyens aux développeurs de l'apprentissage. Leur rôle, au plus près des CFA et des entreprises et en soutien de la gestion des ressources humaines (en particulier pour les TPE qui en sont dépourvues), semble en effet indispensable pour une bonne définition des besoins et une bonne orientation des jeunes, éléments qui contribuent à une diminution des ruptures en cours de contrat.

8 - S'interroge sur la capacité d'atteindre les objectifs quantitatifs du contrat d'objectifs et de moyens au regard :

- De l'évolution constatée depuis 2008 du nombre d'apprentis (hors dispositifs d'accès à l'apprentissage) ;
- De la réalité de l'emploi en Ile-de-France, centré sur les emplois qualifiés, peu compatible avec un développement de l'apprentissage mettant l'accent sur les niveaux IV et V ;
- Des possibilités des entreprises en termes d'absorption d'un nombre toujours plus grand d'apprentis ;
- De l'évolution des différentes composantes du financement des CFA : subventions régionales, taxe d'apprentissage, ...
- De la « concurrence » pouvant exister entre les régions dans ce domaine³.

Elle partage également l'analyse développée dans la « synthèse des travaux d'analyse et d'évaluation de l'accord cadre d'objectifs et de moyens 2005-2010 Etat / Région Ile-de-France pour le développement de l'apprentissage » selon laquelle les objectifs de développement quantitatif de l'apprentissage de niveau V portent un risque avéré d'accroissement du taux de rupture.

9 - S'interroge enfin sur l'affichage global des moyens mis en œuvre dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens, avec notamment un budget linéaire sur cinq ans et déconnecté de la montée en charge de l'apprentissage, alors même que certaines dépenses sont directement liées au nombre d'apprentis. La commission partage sur ce point l'analyse de la région sur l'impossibilité d'augmenter de 22% le nombre d'apprentis à budget quasi constant et sur la nécessité d'une clause de revoyure dès que le cap des 100 000 jeunes dans les CFA sera dépassé.

³ Sur la période 1998-2005, le nombre d'apprentis a été augmenté en Ile-de-France de 10% pendant qu'il stagnait dans les autres régions. Ces dernières ont depuis engagé des politiques de promotion de l'apprentissage qui ont diminué l'attractivité des CFA franciliens, voire même entraîné des « délocalisations » de formations vers la province.